

ECVF s'indigne des propos tenus à l'encontre de Madame Christiane TAUBIRA Garde des Sceaux, ministre de la Justice

Communiqué de presse

A la suite de l'intervention le 4 juin sur une radio du service public de l'ancien ministre de l'industrie, député des Alpes Maritimes et Maire de Nice, Christian Estrosi, suivie d'un message posté par lui sur twitter, portant sur les conséquences de la réforme pénale proposée par la Garde des Sceaux, Christiane Taubira, la page Facebook de Monsieur Estrosi a été le support de très nombreux messages comportant quasi exclusivement des propos racistes, sexistes, haineux et injurieux à l'encontre de la ministre de la Justice.

L'association ECVF, Elu/es contre les violences faites aux femmes, s'indigne de la teneur de ces propos qui constituent à ses yeux des faits extrêmement graves en ce qu'ils portent atteinte à une représentante de l'Etat français, et au travers de la personne ciblée, à tous-tes les élu-e-s dans l'exercice de leur mandat.

Ces insultes qui comportent une incitation à la haine vont à l'encontre des valeurs républicaines et sont condamnées par la loi.

Après une vingtaine d'heures de publication, ces commentaires ont finalement été retirés par les modérateurs du site et condamnés par Monsieur Estrosi. S'agissant de propos aussi graves et dégradants, ECVF s'étonne de ce retrait tardif !

En tant qu'association d'élus/es, nous souhaitons rappeler très fermement que ce type de lynchage médiatique ne peut être toléré, et qu'il doit susciter une réaction immédiate surtout lorsque ces propos se font via la page officielle d'un/e élu/e de la République, dont celui-ci est juridiquement responsable.

ECVF tient en cette circonstance à assurer de tout son soutien Madame la Garde des Sceaux, ministre de la Justice, Christiane Taubira.

ECVF – Elu/es Contre les Violences faites aux Femmes

Tour Mantoue – 9, villa d'Este 75013 Paris

Tel : 01 44 24 54 80

Fax : 09 58 94 54 80

Courriel: contact@ecvf.fr – Site : <http://ecvf.fr>

Organisme de formation pour élu/es, agréé par décisions ministérielles depuis février 2009